

*Questions orales*

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)):** Monsieur le Président, le port de Thunder Bay expédie des céréales partout où c'est possible. On doit également faire de même pour les autres ports. La Commission canadienne du blé fait son possible pour assurer l'expédition du blé des agriculteurs afin que ceux-ci soient payés.

\* \* \*

[Français]

**L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

**Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au Solliciteur général du Canada.

En fin de semaine, deux agents de la GRC se sont fait attaquer par des Mohawks reliés aux *warriors* de Kahnawake, et aujourd'hui, le Service canadien du renseignement de sécurité nous apprend que cette société *warrior* entretient des contacts avec des extrémistes et étend son influence au Québec et en Ontario. Le ministre sait aussi que ces *warriors* sont reliés aux complots, crimes et contrebandes de toutes sortes qui affligent et discréditent le peuple mohawk au Canada.

Le ministre peut-il nous dire, monsieur le Président, ce qu'il entend faire maintenant, avec l'aide de ses homologues provinciaux, afin de nettoyer la société de ces bandits et rétablir la sécurité des Canadiens et l'intégrité de notre système de justice?

**L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, mon prédécesseur et moi avons rencontré M. Ryan à plusieurs reprises et nous avons eu des discussions importantes sur le maintien de l'ordre et l'application de la loi dans le contexte autochtone.

Comme résultat, je puis vous assurer que les efforts au niveau de l'application de la loi ont bel et bien été augmentés. La GRC prête son assistance à la Sûreté du Québec afin de s'occuper de ces questions.

**Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau):** Monsieur le Président, le ministre lit une réponse écrite d'avance! Monsieur le Président, la réalité est toute autre, la réalité est différente de celle que le ministre veut bien me dire.

Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante: Le ministre sait parfaitement que la situation est insoutenable dans les communautés mohawks et que la GRC, avec l'aide de la Sûreté du Québec, doit mettre en place un système pour intervenir maintenant afin que ces belligérants soient arrêtés dans les plus brefs délais.

**L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, quand un député me soumet sa question à l'avance, je prépare une réponse.

Au sujet de cette situation, j'ai eu plusieurs réunions avec M. Ryan et je pense que nous avons travaillé de manière à ce que. . .

• (1450)

[Traduction]

. . . nous finissons par trouver la solution à cette situation fâcheuse.

\* \* \*

**LES PRODUITS TOXIQUES**

**Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs et des Sociétés.

L'empoisonnement au plomb constitue le principal risque pour la santé des enfants, causant des dommages permanents au cerveau, une perte d'intelligence et des problèmes de comportement.

Et pourtant, cela fait 240 jours que le ministre examine un rapport dans lequel on recommande au gouvernement de diminuer de six fois la teneur en plomb et en mercure des peintures, tout comme cela a déjà été fait aux États-Unis.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à agir, à faire de la santé des enfants une priorité et à imposer des restrictions sévères sur la teneur en plomb et en mercure des peintures?

[Français]

**L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, le gouvernement est déjà intervenu à plusieurs reprises dans le passé, et dès que nous avons été mis au courant des difficultés, et surtout des problèmes causés par la présence de plomb dans la peinture, nous sommes intervenus immédiatement. Nous avons entrepris des discussions avec les entreprises qui utilisaient du plomb dans la peinture pour les amener elles-mêmes à modifier le mélange ou l'utilisation qu'elles en faisaient, avec succès. Et c'est justement de cette façon-là, monsieur le Président, lorsqu'on est en mesure d'obtenir un résultat, en amenant les entreprises elles-mêmes à modifier, que nous en arrivons à un résultat positif, monsieur le Président.

[Traduction]

**Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre.